



Assemblée générale

Distr. générale
9 juillet 2012
Français
Original: anglais

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA CNUDCI (CLOUT)

	<i>Page</i>
Décisions relatives à la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM)	3
Décision 1163: CVIM [1; 25]; 58; 73-3; 74; [77]; 88 – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (7 avril 2005)	3
Décision 1164: CVIM 1; 6; [9; 34; 74] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (10 décembre 2003)	4
Décision 1165: CVIM 18-1; 19; [29; 53]; 74; 78 – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (18 avril 2003)	5
Décision 1166: CVIM [8]; 30; 38-1; 39-1; 45-1 b); [50]; 74; [88] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (18 décembre 2002)	6
Décision 1167: CVIM [1]; 8-3 [47; 49]; 64-1 a); [74]; [75] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC], Commission Shenzhen (8 novembre 2002)	7
Décision 1168: CVIM [1; 25; 38]; 46-3; [73; 74; 77; 78] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (31 janvier 2000)	8
Décision 1169: CVIM [1; 35]; 53; 74; [78] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (26 novembre 1998)	10
Décision 1170: [1; 6]; 11; [12]; 29; 45; 49; 74; [79-2; 96] – République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC] (31 décembre 1997)	11



Introduction

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion d'informations sur les décisions judiciaires et les sentences arbitrales concernant les conventions et lois types issues des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). L'objectif est de faciliter l'interprétation uniforme de ces textes juridiques selon des normes internationales, qui s'accordent avec la nature internationale des textes en question, par opposition aux concepts et traditions juridiques strictement internes. On trouvera de plus amples renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/Rev.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission (<http://www.uncitral.org/clout/showSearchDocument.do>).

Chaque numéro du recueil contient, en première page, une table des matières indiquant les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires, ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés ou mentionnés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. L'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale, de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU, sont indiquées dans l'en-tête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne signifie pas qu'ils ont l'aval de l'ONU ou de la CNUDCI; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document étaient opérationnelles à la date de soumission du document). Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent des mots clefs correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux. Les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale comprennent aussi des mots clefs. Il est possible de rechercher des sommaires dans la base de données disponible sur le site Web de la CNUDCI à partir d'un ou de plusieurs des principaux éléments d'identification ci-après: pays, texte législatif, numéro de l'affaire, numéro du recueil ou date de la décision.

Les sommaires sont établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays, ou par d'autres personnes à titre individuel; ils peuvent exceptionnellement être établis par le secrétariat de la CNUDCI lui-même. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilité en cas d'erreur, d'omission ou d'autre problème.

Copyright © Nations Unies 2012

Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

**DÉCISIONS RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR
LES CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES
(CVIM)**

Décision 1163: CVIM [1; 25]; 58; 73-3; 74; [77]; 88

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC],

7 avril 2005

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/050407c1.html>

Sommaire établi par Aaron Bogatin

Un contrat avait été conclu entre un vendeur singapourien et un acheteur chinois pour l'achat et la livraison en deux fois de résidus de coton issus de l'égrenage.

À l'arrivée de la seconde livraison, l'acheteur a inspecté les marchandises, dont il a jugé la majeure partie non conforme à l'échantillon original qui lui avait été envoyé, et donc non conforme au contrat (article 35-2 c) de la CVIM). Lorsqu'il a essayé de retourner les marchandises défectueuses au vendeur, ce dernier l'a redirigé vers son fournisseur pour qu'il le dédommage. La situation n'ayant pas été résolue en temps opportun et vu que le prix du coton chutait, l'acheteur a décidé de réduire son préjudice en revendant une partie des marchandises utilisables.

Le contrat ne contenait pas de disposition sur la loi applicable. En conséquence, le tribunal arbitral a décidé que la CVIM s'appliquait puisque les établissements de l'acheteur et du vendeur se trouvaient dans des États parties à la Convention. Dans sa décision sur le fond, il a considéré que l'acceptation de la première livraison par l'acheteur ne l'empêchait pas de déclarer le contrat résolu à la seconde livraison. Étant donné leur "connexité", aucune des deux livraisons ne pouvait, sans l'autre, être utilisée aux fins envisagées par les parties (article 73-3 de la CVIM).

Le tribunal a également estimé que la revente d'une partie des marchandises était permise en raison du "retard déraisonnable" pris par le vendeur pour en reprendre possession (article 88 de la CVIM). Il a aussi déclaré que le vendeur était tenu de dédommager l'acheteur pour le préjudice causé. La quantité des marchandises non conformes était si importante qu'elle suffisait à considérer qu'il y avait eu contravention essentielle, ce qui permettait à l'acheteur de déclarer le contrat résolu. Après avoir réduit le montant demandé par l'acheteur au titre du gain manqué, le tribunal a considéré que les dommages-intérêts prévisibles consisteraient en la différence entre le prix d'achat et le prix de revente augmentée des dépenses encourues (frais de stockage, de surestaries et autres frais) (article 74 de la CVIM).

Eu égard au fait que c'était au vendeur que l'acheteur était contractuellement lié, le tribunal a décidé que c'était uniquement à celui-ci que l'acheteur pouvait adresser une demande de dommages-intérêts. Le vendeur, en revanche, était fondé à demander réparation à son fournisseur après avoir dédommagé l'acheteur.

Décision 1164: CVIM 1; 6; [9; 34; 74]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

10 décembre 2003

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/031210c1.html>

Sommaire établi par Ashraf Shannak

Le demandeur (acheteur), une société des États-Unis, avait conclu un contrat avec le défendeur (vendeur), une société chinoise, pour l'achat de pioches. Aux États-Unis, ces pioches étaient inscrites sur la liste des produits faisant l'objet d'un dumping. Seules quelques entreprises chinoises étaient exemptées du droit antidumping sur leurs pioches imposé par les douanes américaines, et la société du vendeur était l'une d'elles. Du fait de cette exemption et puisque le gérant du vendeur avait confirmé connaître les procédures à suivre pour l'exportation des pioches vers les États-Unis, l'acheteur avait consenti à la conclusion du contrat. Selon les procédures en vigueur aux États-Unis, en vue d'un examen antidumping il fallait déposer une demande accompagnée des documents pertinents dans un délai donné. Après s'être fait livrer des pioches pendant trois ans, l'acheteur a reçu des douanes américaines un avis lui demandant de payer un droit antidumping de 98,77 % et des intérêts, au motif que la demande n'avait pas été déposée dans les délais prescrits et qu'il appartenait au vendeur de déposer une telle demande. L'acheteur a payé le montant et a demandé remboursement au vendeur, qui a refusé. L'acheteur a sollicité un arbitrage.

Les parties n'avaient pas prévu de clause sur le droit applicable dans leur contrat. Puisqu'elles avaient leur établissement dans deux États contractants et qu'elles n'avaient pas exclu l'application de la CVIM, le tribunal arbitral a considéré que la Convention était applicable conformément à ses articles 1 et 6.

Le tribunal a déterminé que le vendeur n'avait pas déposé la demande auprès des autorités douanières américaines dans le délai prescrit comme convenu entre les parties, et qu'il aurait dû connaître les procédures à suivre, pour les avoir appliquées plusieurs fois auparavant. Ceci correspondait à la pratique établie entre le vendeur et l'acheteur. En outre, déposer une demande pour examen était une obligation du vendeur. Le tribunal arbitral n'a pas accepté l'argument de ce dernier selon lequel le dépôt de la demande n'était pas une condition préalable à la conclusion du contrat et il avait le droit de choisir de déposer ou non la demande par la suite. Selon le tribunal, si le vendeur ne pouvait pas suivre une telle procédure, il ne pourrait pas trouver des importateurs de ses produits aux États-Unis. L'expérience qu'il avait de l'exportation vers le marché américain était la principale raison pour laquelle l'acheteur avait conclu le contrat.

Le vendeur s'est aussi défendu en alléguant que l'acheteur n'avait pas communiqué la date d'arrivée du bateau. Le tribunal arbitral a déclaré que "le droit antidumping et les intérêts avaient été imposés sur les marchandises ... en raison de l'ignorance et des erreurs du vendeur, ce qui n'a rien à voir avec la non communication de la date d'arrivée du bateau". L'acheteur n'était aucunement tenu d'envoyer une notification au vendeur concernant la date d'arrivée du bateau car le contrat prévoyait une livraison CFR (Coût et fret) et conformément aux Incoterms 2000 l'acheteur n'était pas soumis à une obligation de notification. En outre, le contrat ne prévoyait pas une telle obligation, et celle-ci ne correspondait pas non plus à une pratique commerciale particulière.

Le tribunal a considéré que le vendeur avait disposé de suffisamment de temps pour déposer une demande auprès des douanes américaines dans le délai imparti et l'a par conséquent condamné au paiement de dommages-intérêts à l'acheteur.

Décision 1165: CVIM 18-1; 19; [29; 53]; 74; 78

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

18 avril 2003

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/030408cl.html>

Sommaire établi par Aaron Bogatin

Les parties avaient conclu un contrat de vente de réactifs de désulfuration. Les marchandises devaient être livrées en trois fois (entre juillet et septembre 2001) et le transport devait être organisé par le vendeur.

Malgré la livraison des marchandises à bon port et dans les délais fixés, l'acheteur n'avait effectué qu'un paiement partiel. Le vendeur a sollicité un arbitrage pour obtenir paiement du solde et des intérêts sur ce montant.

Pour sa défense, l'acheteur a affirmé qu'il n'avait pas payé la totalité de la somme parce qu'au lieu de recevoir trois livraisons de quantités égales, il avait reçu 12 livraisons de quantités variables. En outre, un accord ultérieur ("l'Accord") conclu avec le vendeur en mars 2002 prévoyait que ce dernier livrerait des marchandises supplémentaires contre les sommes que l'acheteur n'avait pas encore réglées. L'Accord établissait une nouvelle relation contractuelle entre les parties. Puisque le vendeur n'avait pas livré les marchandises supplémentaires, l'acheteur n'était pas tenu de payer.

Selon le vendeur, le droit applicable devait être le droit chinois, car le contrat avait été conclu et exécuté en Chine et le lieu de l'arbitrage s'y trouvait aussi. Le vendeur alléguait par ailleurs que les clauses du contrat ne stipulaient pas expressément qu'il ne pouvait y avoir que trois livraisons de marchandises. Il avait, à l'échéance fixée, livré l'exacte quantité de marchandises demandée, même si les livraisons avaient été plus échelonnées dans le temps, ce que corroborait la clause 12 du contrat. L'Accord avait été conclu uniquement pour veiller à ce que l'acheteur ne continue pas à contrevenir au contrat. Il ne modifiait pas les clauses contractuelles initiales et ne devait donc pas être vu comme excusant la contravention au contrat initial par l'acheteur. Le vendeur n'avait pas perdu son droit de demander des dommages-intérêts à l'acheteur.

L'acheteur a fait valoir, comme contre-argument, qu'il convenait d'appliquer la CVIM puisque les deux parties avaient leur établissement dans des États parties à la Convention; l'Accord n'était pas un contrat indépendant mais modifiait les modalités de paiement du contrat initial et, conformément aux nouvelles modalités, les intérêts devaient être calculés à partir d'avril 2002.

Puisque le lieu de l'arbitrage était la Chine, le tribunal arbitral a décidé d'appliquer les règles de conflit du droit chinois afin de déterminer le droit applicable au litige. Conformément à ces règles, il a décidé que le droit chinois était applicable à l'espèce lorsqu'il était conforme à la CVIM. Cette dernière devait être appliquée en cas de conflit entre elle et le droit chinois applicable et il convenait de se référer à la pratique internationale lorsque ni la Convention, ni le droit chinois ne comportait de dispositions sur une question donnée.

S'agissant du fond du litige, le tribunal a décidé que le vendeur n'avait pas contrevenu au contrat en livrant les marchandises en plus de trois fois; l'acheteur

devait donc payer le solde du prix de vente. L'Accord était un simple moyen de garantir le respect du contrat initial et ne modifiait aucunement les droits et obligations initiaux des parties. Il ne "remplaçait pas le contrat [initial]", il était un avenant à celui-ci. Toutefois, l'Accord comportait une nouvelle disposition sur l'échéance pour le paiement du solde et conformément à celle-ci et à l'article 78 de la CVIM, les intérêts dus devaient être calculés à partir d'avril 2002.

Décision 1166: CVIM [8]; 30; 38-1; 39-1; 45-1 b); [50]; 74; [88]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

18 décembre 2002

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/021218c1.html>

Sommaire établi par Aaron Bogatin

Un contrat avait été conclu entre un acheteur allemand et un vendeur chinois pour la livraison de 105 fûts de saucisses de porc à Hambourg (Allemagne) au plus tard le 20 juillet 2000. Après réception des marchandises le 19 octobre 2000, l'acheteur a formulé une objection quant à la livraison tardive et la qualité des marchandises. S'agissant de la qualité, le vendeur a accepté de prendre l'avion jusqu'en Allemagne pour participer à une inspection conjointe des marchandises. Peu de temps après l'inspection conjointe, les services vétérinaires allemands ont scellé 88 des fûts et enjoint l'acheteur de les détruire. Le lendemain de l'injonction, le vendeur a demandé que les 105 fûts soient renvoyés en Chine pour un nouvel examen par le Bureau chinois d'inspection des produits importés et exportés. L'acheteur a répondu qu'il ne pouvait le faire puisque 88 fûts avaient été scellés et mis de côté en vue de leur destruction. Le vendeur a envoyé un fax à l'acheteur lui demandant de convaincre les services vétérinaires de restituer les 88 fûts scellés, indiquant qu'il se chargerait du transport maritime du chargement jusqu'en Chine et qu'il prendrait à sa charge une partie des pertes de l'acheteur. Les 88 fûts ont tout de même été détruits.

Le vendeur a sollicité un arbitrage. Il a avancé que les numéros de série différents trouvés sur les fûts et les procédures de salage différentes étaient autant d'éléments qui prouvaient que les fûts contaminés n'étaient pas ceux qu'il avait livrés. Il a en outre produit un certificat attestant de la conformité des marchandises, qui avait été émis en juillet 2000 par le Bureau chinois de quarantaine et d'inspection à l'entrée et à la sortie des marchandises.

Le contrat ne comportait pas de disposition sur le droit applicable mais les deux parties, ayant leur établissement dans un État partie à la CVIM, ont demandé l'application de cette dernière, ce que le tribunal arbitral a accepté. Dans sa décision sur le fond, le tribunal a estimé que la mention "OK" écrite par l'acheteur au bas du fax du vendeur qui changeait la date de livraison correspondait à une acceptation de la nouvelle date de livraison et non à un simple accusé de réception du fax. Par conséquent, l'argument de l'acheteur selon lequel les marchandises avaient été livrées avec retard a été rejeté.

Le tribunal n'a pas retenu l'argument du vendeur selon lequel les marchandises scellées par les services vétérinaires n'étaient pas les siennes puisque cet argument

n'avait jamais été formulé avant le début de la procédure d'arbitrage. En outre, l'acheteur avait fourni une contre-preuve.

Le tribunal a aussi déclaré que les 88 fûts de marchandises n'étaient pas conformes au contrat. L'inspection en Chine, qui avait eu lieu six semaines avant l'expédition des marchandises ne pouvait constituer une contre-preuve. L'acheteur avait examiné les marchandises et signalé leur non-conformité dans un délai raisonnable (article 38 et 39 de la CVIM). La décision de l'acheteur de détruire les 88 fûts de marchandises non conformes était justifiée car elle correspondait à l'instruction des services vétérinaires qui était une décision administrative. Le vendeur n'était donc pas fondé à obtenir une quelconque réparation pour son voyage en Allemagne en vue de l'inspection conjointe des marchandises. Toutefois, s'agissant des 17 fûts restants, aucune preuve de leur non-conformité n'avait été présentée. Par conséquent, l'acheteur devait en payer le prix.

L'acheteur avait également demandé à être dédommagé pour les frais encourus en raison du défaut de conformité des 88 fûts, notamment la location d'un second entrepôt pour y stocker la viande malodorante, les frais de transport et les frais de destruction. Toutefois, l'acheteur n'ayant pas présenté de justificatif, sauf pour les frais de destruction, sa demande de remboursement des autres frais a été rejetée (article 45-1 de la CVIM).

Décision 1167: CVIM [1]; 8-3 [47; 49]; 64-1 a); [74]; [75]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC], Commission Shenzhen

8 novembre 2002

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/021108c1.html>

Sommaire établi par Zhongjie Shao

Un acheteur allemand (le demandeur) avait conclu deux contrats avec un vendeur chinois (le défendeur) pour l'achat d'asperges en conserve. Après la conclusion des contrats, l'acheteur a émis deux lettres de crédit ("L/C") pour la totalité du montant dû au vendeur. Toutefois, malgré plusieurs demandes, le vendeur a refusé de procéder à la livraison déclarant que le prix des produits avait augmenté. Finalement, l'acheteur a dû acheter des marchandises de remplacement auprès d'un autre fournisseur. En raison du refus persistant du vendeur de supporter les pertes de l'acheteur, celui-ci a sollicité un arbitrage.

Comme aucun des deux contrats ne contenait de disposition sur le droit applicable, le tribunal arbitral a considéré que, le lieu de formation et d'exécution des deux contrats se trouvant en Chine, tout comme l'établissement du vendeur, la Chine avait les liens les plus étroits avec les contrats. Le droit applicable devait donc être le droit interne chinois. En outre, les établissements de l'acheteur et du vendeur se trouvant dans des États parties à la Convention, c'est celle-ci qui devait s'appliquer en cas de contradiction avec le droit interne chinois.

Lors de l'audience, le vendeur a affirmé que l'acheteur avait consenti au remboursement d'une partie importante du prix des marchandises achetées l'année précédente mais n'avait pas effectué ce remboursement, ce qui constituait une contravention au contrat. Le vendeur était donc fondé à déclarer les contrats de vente d'asperges résolus. En tout état de cause, ils étaient nuls puisque le

vice-président de la société de vente qui les avait signés n'avait pas d'autorisation écrite au moment de leur conclusion et parce qu'aucune des parties n'y avait apposé son paraphe. Le tribunal arbitral a estimé que le vendeur n'était pas fondé à déclarer les contrats résolus sur la base de ce dernier argument, et n'a pas considéré les contrats comme nuls.

Le vendeur a également affirmé qu'il était fondé à déclarer les contrats résolus parce que, du fait des conditions stipulées dans la lettre de crédit fournie par l'acheteur, il lui était très difficile de négocier le paiement conformément à cette lettre. En outre, l'acheteur n'avait fourni ni étiquettes ni notice de chargement, ce qui avait empêché le vendeur de procéder à la livraison. Le tribunal arbitral a relevé les habitudes établies entre les parties et le fait qu'avant l'arbitrage, le vendeur n'avait pas fait connaître ses préoccupations concernant la L/C et d'autres préoccupations évoquées au cours de l'arbitrage. Le tribunal en a conclu que, conformément à l'article 8-3 de la CVIM, les exigences relatives aux conditions de la L/C "n'étaient pas la raison principale justifiant un refus de livrer les marchandises". Le tribunal a aussi rejeté l'argument du vendeur concernant les étiquettes et le document de chargement, considérant que le vendeur n'avait pas le droit de déclarer le contrat résolu et que le défaut de livraison était constitutif d'une contravention au contrat. Faisant application du droit des contrats de la République populaire de Chine, le tribunal a considéré que l'acheteur avait le droit de déclarer les contrats résolus et d'acheter des marchandises de remplacement et a tranché en faveur de ce dernier, lui accordant la quasi-totalité des dommages-intérêts demandés.

Décision 1168: CVIM [1; 25; 38]; 46-3¹; [73; 74; 77; 78]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

31 janvier 2000

Original en chinois

Publié en chinois: Zhong Guo Guo Ji Jing Ji Mao Yi Zhong Cai Wei Yuan Hui Cai Jue Shu Hui Bian [Compilation de sentences arbitrales de la CIETAC] (mai 2004) 2000 vol., p. 1291 à 1296

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/000131c1.html>

Sommaire établi par MAA-Meihua Xu

Un vendeur chinois avait conclu un contrat avec un acheteur allemand pour l'achat de vêtements. L'acheteur avait ultérieurement découvert des défauts dans deux des livraisons et, bien qu'ayant formulé des objections, avait disposé des marchandises. À réception de la troisième livraison, l'acheteur avait refusé d'accepter les marchandises alléguant des problèmes de qualité. Le vendeur avait dû les renvoyer en Chine et avait sollicité un arbitrage. Il demandait au tribunal d'imposer à l'acheteur le paiement des trois livraisons augmenté des intérêts et des frais de stockage et de réexpédition de la troisième livraison. Il réclamait également le paiement de la différence de prix entre le transport par voie aérienne et le transport par voie maritime.

¹ Le texte original semble faire référence à l'article 48 de la CVIM, ce qui pourrait être une erreur typographique. Voir aussi <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/000131c1.html>.

L'acheteur a argué en défense qu'en raison des défauts importants que présentaient les marchandises livrées, ses clients les avaient refusées. Le vendeur n'avait donc pas respecté son obligation contractuelle concernant la livraison des marchandises. L'acheteur avait renvoyé 17 vêtements au vendeur pour qu'il les examine et ce dernier avait confirmé qu'il avait "observé les problèmes signalés". En outre, après y avoir été instamment prié par l'acheteur, le vendeur avait chargé une société spécialisée d'inspecter le reste des marchandises dans l'entrepôt de l'acheteur, et le rapport d'inspection faisait état de graves défauts dans le tissu, la couleur et la fabrication. Le vendeur a reconnu ces problèmes dans un fax envoyé à l'acheteur. Ce dernier a donc déclaré que son refus de prendre livraison du troisième envoi était fondé, qu'il ne constituait pas une contravention au contrat et que le vendeur devait supporter les frais de réexpédition du reste des vêtements stockés dans l'entrepôt de l'acheteur.

Le vendeur a fait valoir que l'acheteur avait certes fourni certains vêtements pour montrer les défauts, mais que ni leur origine, ni les procédures suivies pour les choisir ne pouvaient objectivement attester de la qualité des produits, parce que ces vêtements avaient été remis en état par l'acheteur qui les avait choisis sans l'intervention d'un organisme d'inspection indépendant. S'agissant du refus de l'acheteur de prendre livraison du troisième envoi, le vendeur a déclaré que les marchandises avaient été livrées après avoir été inspectées par l'acheteur. Ce refus, communiqué deux mois plus tard alors que les marchandises étaient en cours d'expédition, était trop tardif. En outre, puisque le contrat stipulait clairement que "le bénéficiaire est autorisé à tirer la L/C pour un montant supérieur au titre de la différence entre le transport aérien et le transport maritime" le refus de l'acheteur de payer ledit montant en invoquant des problèmes de qualité constituait une contravention au contrat.

Enfin, le vendeur a déclaré que l'acheteur avait réparé les vêtements dans son usine. Conformément à l'article 46-3 de la CVIM, l'acheteur peut demander au vendeur de réparer le défaut de conformité, à condition que cette demande soit faite dès qu'il découvre la non-conformité, ou bien dans un délai raisonnable. Faute d'avoir agi en ce sens, le vendeur avait perdu son droit de demander réparation.

Le tribunal arbitral a décidé que la CVIM était le droit applicable puisque la Chine et l'Allemagne étaient des États contractants.

S'agissant de la qualité des marchandises, bien que les parties n'aient pas prévu de clause d'inspection, ni de lieu ou d'organisme pour une telle inspection, le tribunal arbitral a déclaré qu'en vertu de l'article 38 de la CVIM, l'acheteur avait le droit d'inspecter les marchandises à réception. En outre, le tribunal a noté que le vendeur avait, après réception des 17 vêtements défectueux renvoyés, confirmé par fax l'existence de problèmes, ce qui était donc un fait confirmé par les deux parties.

Le tribunal arbitral a noté que si l'acheteur avait bien justifié son refus de prendre livraison du troisième envoi, son argument était inacceptable selon la CVIM. S'il avait des objections quant à la qualité des marchandises, il aurait dû enclencher une procédure mais ne pouvait pas refuser de prendre livraison. Son refus constituait donc une contravention au contrat. Étant donné que le vendeur avait déjà repris les marchandises, le tribunal a décidé que l'acheteur n'avait pas à en payer le prix mais devait prendre à sa charge les frais de transport et les intérêts connexes. Il a fait droit à la demande du vendeur s'agissant du paiement de la différence de coût entre

le transport aérien et le transport maritime puisque cela avait fait l'objet d'un accord entre les parties avant la livraison des marchandises.

S'agissant de la demande de l'acheteur concernant le coût de remise en état des marchandises, le tribunal a considéré que ce coût avait été raisonnable et que l'acheteur avait revendu les marchandises au même prix que celui stipulé dans le contrat. Cependant, il aurait dû informer le vendeur, en particulier des dépenses qu'il allait devoir engager. Il n'avait donc pas correctement exécuté son obligation de réduire sa perte et devait supporter 30 % des coûts de remise en état. S'agissant des marchandises défectueuses inspectées et invendues, le tribunal a décidé que l'acheteur n'avait pas à en payer le prix et que le vendeur devait prendre à sa charge les dépenses faites en Allemagne, notamment le transport, les frais de transfert et de stockage et 20 % du prix du contrat au titre du gain manqué en raison des marchandises défectueuses.

Enfin, l'acheteur a dû payer le prix des marchandises qui avait été vendues. S'agissant de ses demandes relatives à la perte de clients, de frais d'escompte et de commandes, le tribunal arbitral a considéré que le vendeur n'aurait pas pu prévoir ces pertes à la conclusion du contrat (art. 74 de la CVIM).

Décision 1169: CVIM [1; 35]; 53; 74; [78]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

26 novembre 1998

Original en chinois

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/981126cl.html>

Sommaire établi par Aaron Bogatin

Un acheteur allemand et un vendeur chinois avaient conclu un contrat pour l'achat de gants de cuir. Le contrat indiquait le conditionnement des marchandises, notamment le nombre et le poids des boîtes et stipulait une livraison CIF (coût, assurance et fret) à Hambourg (Allemagne).

Pendant l'exécution du contrat, des litiges sont nés au sujet de modifications de l'accord initial, de l'épaisseur du cuir, du poids des boîtes et du paiement des marchandises.

Le vendeur a affirmé que le contrat initial avait été modifié si bien que le poids des boîtes avait été ajusté et que le contrat était devenu une vente sur échantillon. L'acheteur a émis des objections au sujet du poids des boîtes (qui était lié à l'épaisseur du cuir) et de la qualité des marchandises livrées. Selon le vendeur, plusieurs options avaient été proposées à l'acheteur pour résoudre le litige et réduire son préjudice, mais ce dernier avait choisi de revendre les marchandises à une tierce partie à un prix inférieur. L'acheteur a déclaré qu'après avoir revendu les marchandises, il avait versé une partie du montant de la vente au vendeur.

Le tribunal arbitral a considéré que les établissements des parties étant situés dans des États parties à la CVIM, cette dernière devait régir le contrat.

Sur le fond, le tribunal a décidé qu'en ne payant pas les marchandises conformément au contrat, l'acheteur avait violé l'article 53 de la CVIM. Selon lui, l'acheteur n'avait pas apporté la preuve du paiement du prix effectif des marchandises au vendeur, qui affirmait ne rien avoir reçu. Il a aussi noté que même

si l'acheteur n'avait pas fourni de certificat d'inspection attestant des défauts sur les marchandises, le vendeur avait consenti à les échanger et à en supporter le coût. Se référant aux déclarations faites par les parties, il a considéré que les marchandises présentaient effectivement des défauts et qu'il avait donc été raisonnable de les revendre à un prix réduit. Après réajustement du prix pour tenir compte de ces défauts, il a décidé que l'acheteur devait payer 70 % du prix du contrat.

Le tribunal a rejeté la demande du vendeur concernant le recouvrement des intérêts bancaires, déclarant que "la perte des intérêts bancaires n'était pas prévisible pour l'acheteur; le vendeur doit donc supporter cette perte".

Décision 1170: [1; 6]; 11; [12]; 29; 45; 49; 74; [79-2; 96]

République populaire de Chine: Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial international [CIETAC]

31 décembre 1997

Original en chinois

Publié en chinois: Zhong Guo Guo Ji Jing Ji Mao Yi Zhong Cai Wei Yuan Hui Cai Jue Shu Hui Bian [Compilation de sentences arbitrales de la CIETAC] (mai 2004) 1997 vol., p. 2885 à 2889

Publié en anglais: <http://cisgw3.law.pace.edu/cases/971231c1.html>

Sommaire établi par MAA-Meihua Xu

Un acheteur français avait conclu un contrat avec un vendeur chinois pour l'achat de Lindane avec paiement par lettre de crédit (L/C). Après la conclusion du contrat, l'acheteur avait émis une L/C conformément audit contrat, mais le vendeur lui avait demandé de la modifier à trois reprises (ce qu'il avait fait) avant le premier envoi de 18 tonnes de marchandises. L'acheteur avait ensuite demandé au vendeur de livrer les 54 tonnes restantes, ce que ce dernier avait accepté mais moyennant une augmentation du prix initial. L'acheteur avait accepté et modifié la L/C pour la quatrième fois, mais le vendeur n'avait jamais livré les marchandises restantes.

L'acheteur a affirmé que, puisque la Chine et la France étaient des États parties à la CVIM et que les parties n'en avaient pas exclu l'application, la Convention devait s'appliquer. Conformément à la CVIM et aux dispositions pertinentes du contrat, le fait pour le vendeur de ne pas avoir livré les marchandises restantes était constitutif d'une contravention essentielle au contrat. L'acheteur était donc fondé à déclarer le contrat résolu après l'échéance fixée pour le chargement et à demander des dommages-intérêts qui comprenaient le montant réclamé par son propre client pour non-livraison des marchandises restantes et d'autres frais afférant à l'émission et à la modification de la L/C, ainsi que les droits de douanes et les frais de transport.

Le vendeur a répondu que, pendant l'exécution du contrat, son fournisseur avait cessé la fabrication des marchandises en raison d'une erreur de production, situation qui était indépendante de sa volonté et devait être qualifiée de cas de force majeure. Après la première livraison, le contrat ne pouvait plus être exécuté, ce à quoi l'acheteur n'avait pas formulé d'objections, ce qui indiquait qu'il consentait implicitement à résilier le contrat initial. Les parties ont donc conclu un nouvel accord sur le prix et le port de destination, accord qui n'est pas devenu un nouveau contrat car l'acheteur n'a pas signé le document contractuel envoyé par le vendeur. Ce nouvel accord n'avait pas de lien juridique avec le contrat initial et n'a jamais pris effet en raison du comportement de l'acheteur.

Le tribunal arbitral a décidé que la CVIM était applicable: comme l'avait fait valoir l'acheteur, les établissements des parties se situaient dans des États contractants et les parties n'avaient pas exclu l'application de la Convention.

Le tribunal arbitral a noté qu'après la première livraison, le vendeur avait demandé un prix plus élevé pour les marchandises restantes et que l'acheteur l'avait accepté. L'acheteur avait aussi modifié la L/C comme demandé par le vendeur. Ceci prouvait que les deux parties négociaient la livraison des 54 tonnes de marchandises restantes. Les parties se sont accordées sur de nouvelles conditions de prix et modalités de livraison. Il s'agissait de modifications apportées au contrat initial, qui ne créaient pas de nouvel accord.

En outre, le tribunal arbitral a fait observer que lorsque la Chine avait ratifié la Convention, elle avait dénoncé les articles 11 et 29 selon lesquels la formation, la modification et la résiliation d'un contrat n'avaient pas besoin d'être réalisées ou prouvées par écrit, et qu'en conséquence, le contrat aurait dû faire l'objet d'un écrit. Il a déclaré que le vendeur n'avait pas apporté de preuves pertinentes établissant que les parties avaient conclu un nouvel accord, et qu'il avait donc toujours l'obligation de livrer les marchandises restantes comme prescrit par le contrat initial. Le défaut de livraison constituait donc une contravention essentielle au contrat conformément aux articles 45 et 49 de la CVIM, et l'acheteur était fondé à déclarer le contrat résolu et à demander des dommages-intérêts.

En application des articles 45 et 74 de la CVIM, le tribunal arbitral a fait droit aux demandes de dommages-intérêts de l'acheteur pour réparer le dommage subi par son client du fait du défaut de livraison des 54 tonnes de marchandises restantes, et compenser les frais d'émission et de modification de la L/C, au motif que ces dépenses étaient directement liées au défaut de livraison, que le vendeur avait pu prévoir à la conclusion du contrat. Il a toutefois rejeté les demandes de l'acheteur relatives aux droits de douanes et aux frais de transport et de communication au motif qu'il s'agissait de dépenses habituelles de l'activité commerciales et qu'elles n'étaient pas liées à la réparation due par le vendeur au titre de sa contravention au contrat.
